

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES










ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Acquisition de bioréacteurs pour la production de
protéines recombinantes**

N° du CCP : 24FSA036

Plateforme BiotechLab,
Site Santé, Université Grenoble Alpes
23 Avenue des Maquis du Grésivaudan
38700 La tronche

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Acquisition de bioréacteurs pour la production de protéines recombinantes
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	4 ans
	Prix	Mixtes (forfaitaires et unitaires)
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Durée et délais d'exécution	5
4.1 - Durée du contrat	5
4.2 - Délais d'exécution	5
5 - Prix	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
5.1 - Modalités de variation des prix	6
6 - Garanties Financières	7
7 - Avance	7
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	7
7.2 - Garanties financières de l'avance	7
8 - Modalités de règlement des comptes	7
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	7
8.2 - Présentation des demandes de paiement	8
8.3 - Délai global de paiement	8
8.4 - Paiement des cotraitants	9
9 - Conditions d'exécution des prestations	9
10 - Clauses environnementales	10
11 - Constatation de l'exécution des prestations	11
11.1 - Vérifications	11
11.2 - Décision après vérification	11
12 - Garantie des prestations	11
13 - Maintenance préventive	11
14- Service après-vente	12
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	12
16 - Pénalités	12
16.1 - Pénalités de retard	12
16.2 - Pénalités en cas de non-remise de documentation	13
16.3 - Pénalités dans le cadre de la garantie du matériel	13
16.4- Pénalités dans le cadre de la maintenance	13
16.5 - Pénalités dans le cadre du service après-vente	13
16.6 - Pénalité pour travail dissimulé	13
17 - Assurances	13
18 - Clause de réexamen	14
19 - Résiliation du contrat	14
19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	14
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	14
20 - Règlement des litiges et langues	15
21 - Dérogations	15
22 - Clauses techniques particulières	15
22.1 - Contexte	15
22.2 - Caractéristiques techniques attendues	16

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent : L'acquisition d'un système composé deux bioréacteurs (2 cuves de 2 litres et 2 cuves de 5 litres).

Le présent accord-cadre a pour objet l'acquisition de 2 bioréacteurs contrôlant chacun 2 cuves indépendantes. Ce système doit permettre la mise en place de cuves autoclavables ou de cuves à usage unique.

Les volumes de culture doivent être de 2L à 5L. Ces systèmes de bioréacteurs doivent être adaptés à la formation des apprenants dans les domaines de la bioproduction. Ce système de contrôle doit être géré par un logiciel intuitif.

L'achat se compose de :

- 2 tours de contrôle
- 2 cuves en verre de 2L comprenant leur système de sonde et de contrôle
- 2 cuves en verre de 5L comprenant leur système de sonde et de contrôle
- 2 adaptateurs pour des cuves à usage unique

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bon de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Plateforme BiotechLab,
Bâtiment Jean Roget, 2^{ème} étage
Site Santé, Université Grenoble Alpes
23 Avenue des Maquis du Grésivaudan
38700 La tronche

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre sans minimum et avec un maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R.2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Les prestations forfaitaires (achat des bioréacteurs et prestations associées) seront réglées par un prix global et forfaitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Pour les prestations unitaires avec l'émission de bons de commande (consommables), l'accord-cadre est conclu sans minimum, et avec un montant maximum annuel de 50 000 euros HT.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la période d'exécution des prestations commandées (date de début et de fin) ;
- le montant du bon de commande ;

Les prestations à prix unitaires (relevant du bordereau des prix unitaires) font l'objet de bon de commandes d'une durée maximale de deux mois.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- La décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cadre de réponse remis par le titulaire dans son offre, portant notamment sur la valeur technique du matériel, appréciée au regard des informations techniques suivantes :
 - La facilité d'autoclavage des cuves (surtout celles de 5L)
 - La facilité d'utilisation du logiciel
 - La qualité du service après-vente
 - Engagement environnemental : mise à disposition des pièces détachées et mise à disposition des cuves à usage unique périmées
- Les fiches techniques des matériels, proposées à la fois s'agissant des prestations à prix forfaitaires et des prestations à prix unitaires
- Le manuel d'utilisation des bioréacteurs en anglais, et si possible en français également.

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat, pour une durée de 4 ans.

4.2 - Délais d'exécution

Les délais sont décomposés comme suit :

Pour la partie à prix forfaitaires :

- Délai de livraison : 2 mois maximum à compter de la date de notification ;
 - Délai d'installation et de mise en service : 2 semaines maximum à compter de la livraison ;
 - Délai de formation : 2 semaines maximum à compter de l'installation ;
 - Délai de la garantie : 1 an à compter de la notification de la décision d'admission ;
- Dans le cadre de la garantie, l'intervention devra être effectuée dans un délai maximum de 2 semaines à compter de la date de réception de la demande d'intervention s'il n'y a pas de pièces à changer, et 4 semaines maximum s'il faut changer des pièces.

- Délai de maintenance : 3 ans à compter de la date de fin de garantie de l'équipement ;
 - Délai du service après-vente : 4 ans à compter de l'admission du matériel.
- Le délai de diagnostic du SAV en cas de dysfonctionnement, hors prestations couvertes par la garantie, est de 1 semaine maximum à compter de la prise de contact du pouvoir adjudicateur.

Les stipulations ainsi énoncées sont complétées par la proposition du titulaire en matière de service après-vente formulée dans le cadre de réponse

Pour la partie à prix unitaires (BPU) : Le délai de livraison devant être respecté sera indiqué sur chaque bon de commande.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont indiqués en euros.

Les prix comprennent toutes les charges nécessaires à l'exécution des prestations, notamment :

- la fourniture de l'ensemble des équipements décrits dans le présent CCP ;
- tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, et au transport jusqu'au lieu de livraison, au déballage, à l'installation et à la mise en service des équipements, à la mise à disposition de documentation technique, à la formation des utilisateurs, à d'éventuel(s) déplacements(s), et/ou hébergement(s), à la garantie, la maintenance, et au service après-vente.
- toutes les charges sociales, fiscales, parafiscales, taxes de douane ou autres frappant obligatoirement la prestation.

5.1 - Modalités de variation des prix

Pour les prestations à prix forfaitaires : les prix sont fermes et non révisables.

Pour les prestations à prix unitaires : les prix sont révisables chaque année.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 12/2024 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix peuvent faire l'objet d'une révision annuelle, à partir de la deuxième année d'exécution, sur demande du titulaire.

Les prix révisés (Pr) se calculent selon la formule suivante :

$$Pr = P * (Ir/I)$$

Dans celle-ci :

Pr = Prix révisés

P = Prix mois zéro

Ir = Indice de référence au mois de révision (indice le plus récent, hors indice provisoire)

I = Indice de référence au mois zéro

L'indice de référence, publié par l'INSEE, est l'indice 010764221 « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 26.51 – Instruments et appareils de mesure, d'essai et de navigation »

Modalités de transmission des révisions de prix : Le titulaire devra transmettre ses prix révisés à l'UGA à l'adresse mail suivante : service-commande-publique-sem@univ-grenoble-alpes.fr

Le titulaire devra transmettre les prix révisés au pouvoir adjudicateur au moins 30 jours avant la date de début de chaque période de reconduction (avec le coefficient de révision appliqué et la valeur des indices retenus pour le calcul). A défaut aucune révision de prix ne pourra être appliquée sur la période. Le prix révisé est considéré comme accepté si le pouvoir adjudicateur n'a pas fait d'observation dans un délai de 30 jours maximum à compter de la date de réception.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande, toutes taxes comprises, si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS, avec les précisions suivantes :

Pour la partie à prix forfaitaire : un acompte égal à 80 % du montant du prix global et forfaitaire, à l'exclusion de la maintenance et du service après-vente, sera versé au titulaire du marché à la livraison du matériel.

Pour ce montant, le solde sera versé, lorsque la décision d'admission des équipements sera prononcée, à savoir à l'issue de la période de tests et de vérification.

La maintenance et le service après-vente seront payés annuellement à termes à échoir.

Pour la partie à prix unitaires : le règlement des prestations est effectué sur la base de chaque bon de commande après achèvement complet des prestations commandées.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

- 1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture
N° SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013
- 2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur :

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Le titulaire s'engage à limiter au maximum le nombre d'emballages (cartons, plastiques, papiers...) et autres moyens logistiques nécessaires (palettes, caissons...) à la bonne livraison du matériel tout en s'assurant de la préservation de l'intégrité de l'équipement commandé.

Il privilégiera l'utilisation d'emballages et moyens logistiques recyclés ou recyclables et réutilisables.

Le titulaire mettra également tout en œuvre au moment de la livraison du matériel pour récupérer l'ensemble des emballages et moyens logistiques utilisés sauf lorsque le cahier des clauses particulières prévoit une clause de garantie, dans ce cas, seuls les éléments non nécessaires au renvoi du matériel seront récupérés par le titulaire.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Les équipements seront livrés, dans un **délai de 2 mois maximum** à compter de la notification du contrat, à l'adresse suivante :

Plateforme BiotechLab,
Bâtiment Jean Roget, 2^{ème} étage, via le monte-charge
Site Santé, Université Grenoble Alpes
23 Avenue des Maquis du Grésivaudan
38700 La tronche

Horaires de livraison :

La livraison aura lieu du lundi au jeudi de 9h à 16h ou le vendredi de 9h à 12h.

Modalités de livraison :

Le titulaire contactera l'UFR Pharmacie au moins 15 jours avant la date de l'expédition, pour prendre au préalable un rendez-vous avec un représentant de l'UFR, afin de fixer la date et l'heure de la livraison.

Les coordonnées du représentant de l'UFR Pharmacie seront communiquées après la notification du contrat.

Installation et mise en service :

Le titulaire procédera à l'installation et à la mise en service des équipements en une journée, en prenant en compte l'absence d'arrivée d'eau dans la salle dans laquelle seront installés les équipements. L'installation devra avoir lieu 2 semaines maximum à compter de la livraison du matériel.

Cette mise en service se fera en conditions réelles d'utilisation.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les équipements.

Cette formation aura lieu au maximum deux semaines à compter de l'installation des équipements. La formation se fera sur site, durant 1 jour, et pour minimum dix personnes. La formation sera dispensée en français.

Le formateur sera une personne qualifiée maîtrisant tous les aspects de l'utilisation des équipements et du logiciel.

A l'issue de cette formation, un manuel d'utilisation rédigé anglais, et si possible en français également, devra être remis à la plateforme Biotechlab.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de contacter le titulaire en amont de la tenue de la formation, pour identifier des sujets spécifiques en plus de ceux précités, qui devront être traités durant cette formation.

Le coût de la formation est compris dans le prix global et forfaitaire du présent accord-cadre et ne peut faire l'objet d'une facturation supplémentaire.

Mesures d'hygiène et de sécurité à respecter en cas d'intervention sur site :

Toute personne (titulaire, cotraitant, livreur...) intervenant en cours d'exécution du contrat notamment lors de la livraison du matériel, de l'installation, de la formation du personnel ou encore du fait de l'exécution des clauses de garantie ou de maintenance doit respecter les préconisations sanitaires gouvernementales applicables au moment de l'exécution des prestations.

Par ailleurs, toutes les mesures sanitaires complémentaires qui seraient imposées par l'Université Grenoble Alpes devront impérativement être respectées par les personnes citées ci-dessus, notamment le port du masque et de gants lorsque ceux-ci sont rendus obligatoires par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est invité à contacter le représentant du pouvoir adjudicateur avant de se rendre dans les locaux au titre de l'exécution du marché afin de connaître les éventuelles mesures sanitaires complémentaires exigées par l'Université.

En cas de non-respect des préconisations et mesures sanitaires mentionnées ci-dessus, l'Université Grenoble-Alpes se réserve le droit de refuser l'accès à ses locaux ou d'exiger que ceux-ci quittent les locaux sans délai. Tout frais supplémentaire qui en découlera (ex : durée de stockage supplémentaire, déplacement, hébergement...) sera exclusivement supporté par le titulaire.

10 - Clauses environnementales

Dans une démarche de développement durable, l'UGA souhaite faire durer ses équipements dans le temps, c'est pourquoi, dans le cadre du présent contrat il est demandé au titulaire de mettre à disposition du pouvoir adjudicateur des pièces détachées.

La durée de cette mise à disposition des pièces détachées à compter de l'admission du matériel, sur laquelle le prestataire s'engage, est précisée dans son offre.

Par ailleurs, le titulaire pourra le cas échéant, remettre à l'acheteur des cuves périmées afin d'éviter la destruction de ces dernières. En effet, dans le cadre de la formation, l'utilisation de cuves avec un délai de péremption dépassé permettra tout de même d'atteindre l'objectif pédagogique recherché.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS, à l'exception de la présence du titulaire, par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 28.2 alinéa 2, ces opérations de vérifications seront effectuées dans un délai maximum de 60 jours à compter de la date de mise en service du matériel.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision, dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS, hormis pour le délai d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet qui est de 60 jours maximum à compter de la date de mise en service du matériel.

12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

La garantie inclut les frais de déplacement, les pièces de rechanges et leur remplacement, la main d'œuvre et tous frais afférents.

Dans le cadre de la garantie, l'intervention devra être effectuée dans un délai maximum de 2 semaines à compter de la date de réception de la demande d'intervention s'il n'y a pas de pièces à changer, et 4 semaines maximum s'il faut changer des pièces.

13 - Maintenance préventive

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire pendant une durée de 3 ans à compter de la date de fin de garantie de l'équipement.

Au titre de cette maintenance le titulaire s'engage à réaliser un contrôle annuel sur site (plateforme Biotechlab) du bon fonctionnement des équipements, le recalibrage des sondes ainsi que la mise à jour des logiciels.

Dans le cadre du contrôle annuel sur site, le titulaire contactera l'UFR Pharmacie au moins 4 semaines en amont, afin de prendre au préalable un rendez-vous avec un représentant de l'UFR, et de fixer la date et l'heure de la visite de contrôle.

Le coût de la maintenance préventive est compris dans le prix global et forfaitaire du présent accord-cadre et ne peut faire l'objet d'une facturation supplémentaire.

En cas de matériel hors-service, le titulaire aura un délai d'1 mois à compter de la prise de contact avec ce dernier par le pouvoir adjudicateur, pour rétablir le fonctionnement du matériel.

Il pourra être précisé dans le cas du remplacement de pièces défectueuses, le pourcentage de réduction sur le prix des pièces. Le règlement de ces prestations sera effectué par devis et n'est pas compris dans le présent marché.

14- Service après-vente

Le titulaire assurera un service après-vente durant quatre années, à compter de l'admission du matériel.

Des relations étroites entre la plateforme du Biotechlab et le service après-vente devront être garanties. Les candidats préciseront dans leur offre les coordonnées et l'organisation du service après-vente ainsi que les modalités et les délais d'intervention.

Le titulaire met à la disposition du pouvoir adjudicateur, un service d'assistance téléphonique destiné à le conseiller et à dépanner en cas de problème d'utilisation ou de fonctionnement des équipements. L'assistance est fournie en français.

Le service est disponible sur la période minimale suivante : du lundi au vendredi de 9 h à 17 h (heures ouvrables en France, UTC +1).

Le délai de diagnostic du SAV en cas de dysfonctionnement, hors prestations couvertes par la garantie, est de 1 semaine maximum à compter de la prise de contact du pouvoir adjudicateur.

Les stipulations ainsi énoncées sont complétées par la proposition du titulaire en matière de service après-vente formulée dans le cadre de réponse.

Le coût du service après-vente est compris dans le prix global et forfaitaire du présent accord-cadre et ne peut faire l'objet d'une facturation supplémentaire.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20,0 % du montant total à prix forfaitaire de l'accord-cadre.

S'agissant des prestations à prix forfaitaire :

Rappel des délais :

- Délai de livraison : 2 mois maximum à compter de la date de notification ;
- Délai d'installation et de mise en service : 2 semaines maximum à compter de la livraison
- Délai de formation : 2 semaines maximum à compter de l'installation.
- Délai de la garantie : 1 an à compter de la notification de la décision d'admission ;

Dans le cadre de la garantie, l'intervention devra être effectuée dans un délai maximum de 2 semaines à compter de la date de réception de la demande d'intervention s'il n'y a pas de pièces à changer, et 4 semaines maximum s'il faut changer des pièces.

- Délai de maintenance : 3 ans à compter de la date de fin de garantie de l'équipement ;
- Délai du service après-vente : 4 ans à compter de l'admission du matériel.

Le délai de diagnostic du SAV en cas de dysfonctionnement, hors prestations couvertes par la garantie, est de 1 semaine maximum à compter de la prise de contact du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque l'un des délais contractuels ci-dessus mentionnés est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci pourra se voir appliquer, par semaine de retard (semaine entièrement écoulée) et après mise en demeure préalable non suivie d'effet, une pénalité fixée à 2 % du montant total de la partie à prix forfaitaire de l'accord-cadre les trois premières semaines. A compter de la quatrième semaine de retard, la pénalité s'élève à 4 % par semaine de retard (semaine entièrement écoulée).

S'agissant des prestations à prix unitaires :

Le délai de livraison devant être respecté sera indiqué sur chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai mentionné sur le bon de commande, s'agissant des prestations à prix unitaires, est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci pourra se voir appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 20 euros HT par jour de retard.

16.2 - Pénalités en cas de non-remise de documentation

En cas d'absence de remise du manuel d'utilisation de l'appareil, le titulaire pourra se voir appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50 € HT par jour de retard.

16.3 - Pénalités dans le cadre de la garantie du matériel

Dans le cadre de la garantie (article 12 du présent CCP), en cas d'indisponibilité du matériel pendant une durée supérieure à 30 jours suite au signalement du dysfonctionnement, le titulaire pourra se voir appliquer, sans mise en demeure préalable une prolongation du délai de garantie d'une durée égale à la durée d'indisponibilité de l'appareil.

16.4- Pénalités dans le cadre de la maintenance

Par dérogation à l'article 14.1.1, lorsque le titulaire n'a pas exécuté la prestation de maintenance préventive, ce dernier pourra se voir appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 150,00 euros HT par semaine de retard (semaine entièrement écoulée).

16.5 - Pénalités dans le cadre du service après-vente

Lorsque le délai contractuel pour l'exécution de SAV est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 100,00 HT €.

16.6 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants : lors de l'ajout d'une ligne de commande au sein du bordereau des prix unitaires.

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation sauf la part de frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Toutes les demandes de paiement doivent être entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français.

Les inscriptions sur matériel et les modes d'emploi doivent être rédigés en anglais, et si possible en français également.

21 - Dérogations

- L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 27.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 28.2 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 19.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021

22 - Clauses techniques particulières

22.1 - Contexte

Dans le cadre du plan de relance France 2030, le projet Compétences et Métiers d'Avenir- « Innovative Biohealth Education School » (CMA-IBES) a pour ambition d'apporter des solutions pour la formation des futurs talents en Bioproduction et en Biothérapies. Cela passe par la création d'Unités d'Enseignements (UEs) dont certaines vont intégrer des sessions de Travaux Pratiques (TP). Ces UEs seront proposées aux étudiants de différents cursus dont celui de pharmacie (en 4^{ème} et 5^{ème} année filière Industrie Biotechnologies), en Licences de Biotechnologies appliquées à la santé (niveaux L2 et L3), en licence professionnelle L3 Pro Bio-industries et Biotechnologies (B2), en Masters M1 Science du Management des Biotechnologies (SMB) et dans les parcours de Masters M2 Biotechnologies. Le projet IBES a aussi pour vocation de permettre la formation des salariés et des demandeurs d'emplois via la formation continue. Chaque année, plusieurs écoles d'été dédiées aux différentes thématiques de la bioproduction seront proposées aussi bien aux étudiants de l'université Grenoble Alpes qu'aux salariés des industries biotechnologiques et pharmaceutiques.

Pour répondre à ces besoins, plusieurs plateformes technologiques ont été soit renforcées soit nouvellement créées. L'une d'entre-elles, dénommée le BiotechLab, est localisée dans le bâtiment Jean Roget du site santé de l'université Grenoble Alpes. Cette plateforme technologique a pour but de former les étudiants et salariés aux procédés de production de protéines recombinantes à visée ou non thérapeutique à l'échelle du laboratoire ou semi-industrielle. Cette plateforme technologique est déjà équipée pour de la production de molécules biologiques à l'échelle du laboratoire en systèmes procaryote et eucaryote. Trois bioréacteurs de petite capacité sont déjà présents dans cette plateforme ainsi que tous les équipements nécessaires pour la production à petite échelle. Afin de proposer aux apprenants des projets utilisant des équipements semi-industriels, nous souhaiterions dans le cadre du projet CMA-IBES, acquérir 2 bioréacteurs permettant la production en parallèle, de façon indépendante et potentiellement avec 4 conditions de cultures différentes. Ce système doit être adaptable aussi bien pour la production en batch sous format classique que sous format usage unique.

22.2 - Caractéristiques techniques attendues

Les besoins de ce marché sont, l'équipement du biotechlab de **2 bioréacteurs** avec des caractéristiques techniques précises permettant la culture en batch de microorganismes ou de cellules eucaryotes.

Il est considéré qu'UN bioréacteur (pour la culture de microorganismes et de cellules eucaryotes), dans le cadre de ce marché, est composé des éléments suivants :

- Deux cuves en verre avec des volumes de 2L et 5L
- Un système de refroidissement par recirculation d'eau (car il n'y a pas d'arrivée d'eau sur place) avec une plage de température allant de -10°C à +40°C
- Des systèmes de régulation du pH, de la température, de la DO, de la pO2 dans des valeurs cibles adaptées à la culture de microorganismes
 - Le système de régulation du pH : la valeur du procédé sera relevée à l'aide d'une sonde pH fournie avec la solution. La boucle de régulation sera basée sur le tryptique : ajout de solution acide, basique et de CO2. Les pompes péristaltiques permettant les ajouts de solutions seront incluses dans la solution proposée et présenteront une option de contrôle manuel.
 - Le système de régulation de la DO : la boucle de régulation présentera une cascade permettant un contrôle de la vitesse d'agitation, de la vitesse de basculement, des différents gaz (air, O2 et N2).
 - Le système de régulation de la pO2 : la valeur du procédé sera relevée à l'aide d'une sonde pO2 fournie avec la solution.
 - Le système de régulation de la température comprenant une enveloppe double entourant la cuve en verre. La boucle de régulation de température comprendra un système de thermostat avec une pompe de recirculation dans la solution proposée.
- Un système de contrôle anti-mousse. Les mesures et les régulations seront proposées via des capteurs anti-mousse. Les pompes péristaltiques permettant les ajouts d'agent anti-mousse seront incluses dans la solution proposée.
- Des systèmes d'ajout de substrats. Les pompes péristaltiques à vitesse régulée permettant l'ajout de substrats seront incluses dans la solution proposée.
- Un système de prélèvement clos afin de suivre la culture au cours du temps
- Des patchs de capteurs de pH et de DO
- Un système de refroidissement et de chauffage via une chemise pour les cuves à usage unique
- Un support de cuve adapté au système à usage unique (= un adaptateur pour cuve à usage unique)
- Un logiciel d'acquisition et de contrôle des données et sa mise à jour pendant 3 ans, à compter de la fin de la période de garantie d'un an.

Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)	Un logiciel d'acquisition permettant le pilotage de 4 systèmes de bioréacteurs finesse TruViu présent dans le Biotechlab. Ce dernier permettra le suivi des différents paramètres et l'exportation des données des différents lots générés sur les différents systèmes. Ce logiciel devra être mis à jour pendant toute la durée du marché.
--	---